



# Mauritanie



Pays de transition entre le Sahel et le Sahara et entre le Maghreb et l'Afrique Noire, la Mauritanie s'étend sur 1 030 700 km<sup>2</sup> dont 80 % du territoire correspond à un climat saharien. Bordée par l'Atlantique (650 km), elle ne bénéficie d'une pluviométrie moyenne annuelle dépassant 400 mm que sur 1 % de son territoire. La population a atteint plus de 2,5 millions d'habitants en 2000 (taux de croissance de 3 % par an). La proportion de la population nomade, qui était encore de 73 % en 1965, est descendue en dessous de la barre des 5 %. Nouakchott abrite dorénavant le quart de la population mauritanienne.

## UNE DÉCENNIE DE RÉFORMES

La Mauritanie est, depuis une décennie, engagée dans des réformes ambitieuses qui ont touché l'ensemble de la vie politique (démocratisation et décentralisation), économique (réformes des politiques monétaires et fiscales, stabilisation du cadre macro-économique, privatisation des entreprises publiques et libéralisation) et sociale (développement des services sociaux de base) du pays.

L'économie du pays est traditionnellement basée sur le commerce et l'agriculture, prédominée par l'élevage, auxquels se sont ajoutés avec le temps les secteurs minier et halieutique qui représentent la quasi-totalité des exportations. Les services contribuent à la moitié du PIB, l'agriculture environ 20 % et l'industrie 30 %. Le commerce international est très important : les parts des importations (les produits alimentaires en représentant plus du tiers) et des exportations dans le PIB sont respectivement de 50 % et 40 %. Émettant sa propre monnaie, la Mauritanie ne fait pas partie de l'UÉMOA et s'est retirée en 1999 de la CÉDEAO.

Grâce à sa politique de réformes, la Mauritanie a enregistré un taux moyen de croissance annuelle de 4,5 % sur les dix dernières années. L'inflation a été contenue (à moins de 5 % entre 1996 et 2001 à l'exception de 1998) et le solde budgétaire est passé d'un déficit de 10 % du PIB en 1993 à un excédent à la fin des années 90. La Banque Centrale disposait en fin 2000 de devises couvrant 7 mois d'importations. Malgré ces progrès, l'économie mauritanienne demeure confrontée à des handicaps structurels : une base productive peu diversifiée et peu compétitive, une offre d'infrastructures insuffisante, un système de formation inefficace, une intermédiation financière inefficace et des capacités institutionnelles limitées.

## UNE AMÉLIORATION SENSIBLE DES INDICATEURS SOCIAUX

La pauvreté affecte 46 % de la population en 2000. Elle a diminué de 20 % en 10 ans. Cet indicateur masque cependant de profondes disparités géographiques et socio-économiques. Six personnes sur dix sont pauvres en milieu rural (jusqu'à 79 % de pauvres et 61 % d'extrêmement pauvres dans le Guidimakha) contre une sur quatre dans les centres urbains. La pauvreté touche 70 % des agriculteurs.

Certains indicateurs sociaux ont connu également une amélioration sensible. Le taux d'inscription en primaire est passé de 50 % en 1990 à 90 % en 2000, le taux d'alphabétisation a progressé d'un tiers en 5 ans et la mortalité infantile a baissé de 124 ‰ en 1990 à 74 ‰ en 2000. Avec un PIB/hab. de près de 400 \$, la Mauritanie demeure néanmoins à la 152<sup>e</sup> place sur 173 pays classés à l'indicateur de développement humain de l'an 2002. L'espérance de vie dépasse à peine 50 ans, moins d'un tiers des enfants possède une couverture vaccinale complète et 35 % des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique.

Tributaires de conditions climatiques aléatoires, les productions agricoles et pastorales sont destinées en très grande partie à la subsistance des ménages ruraux. Couvrant, suivant les années, entre 20 et 40 % des besoins en céréales, la Mauritanie est fortement dépendante des importations (le blé représente la moitié des céréales consommées). L'insécurité alimentaire résulte de la faiblesse du pouvoir d'achat d'une frange importante de la population. Les ménages, tant urbains que ruraux, consacrent la moitié de leurs dépenses à l'achat d'aliments. Lors des mauvaises saisons agricoles, l'insuffisance de débouchés dans les autres secteurs de l'économie aggravent les difficultés structurelles d'accès des pauvres à l'emploi, au capital productif et au crédit.

En 2001, le Gouvernement s'est doté d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté dont l'objectif principal est de ramener le taux de pauvreté à 12 % en l'an 2015, tout en permettant un accès universel aux services de base. En dix ans, la politique de sécurité alimentaire a connu de profondes mutations pour s'adapter à la forte réduction de l'aide alimentaire et pour insérer l'agriculture dans une économie de marché. Les stratégies de développement du secteur rural (SDSR) et de sécurité alimentaire ont récemment été actualisées pour s'articuler davantage avec la stratégie globale de lutte contre la pauvreté.



## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE,  
DURABLE ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

Basé sur les orientations stratégiques de la Sdsr, cet objectif vise à (i) favoriser la croissance du secteur par le développement de productions compétitives, (ii) assurer un accès équitable aux ressources du secteur, (iii) accroître le capital de biens publics nécessaire au développement durable du secteur et (iv) développer les capacités de gestion du développement rural intégré et participatif. Les politiques sous-sectorielles (élevage, agriculture irriguée, agriculture oasienne, agriculture pluviale, forêt et pêche) et les politiques à caractère transversal sont les deux types d'instruments de mise en œuvre de la Sdsr.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET  
L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS NATIONAUX

La stratégie cherche à assurer la compétitivité de l'offre nationale et la cohérence entre les niveaux de protection et d'incitation à la production. Elle est axée sur la poursuite de la politique de rationalisation de la fiscalité douanière, de la fiscalité indirecte et directe applicable au secteur agricole (notamment la taxation des intrants et du gasoil), ainsi que sur la levée des entraves à l'investissement et à l'exportation. L'amélioration de la compétitivité et de l'intégration dans le marché régional passe également par le développement des infrastructures de transport (routier, aérien et fluvial) et de stockage, la professionnalisation des opérateurs économiques (formation et information) et la baisse des coûts des services par le renforcement de la concurrence dans les secteurs du transport et du crédit.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

L'AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS STRUCTURELLES D'ACCÈS  
DES GROUPES ET ZONES VULNÉRABLES À  
L'ALIMENTATION ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

L'accès à l'alimentation sera poursuivi par la disponibilité permanente des produits et le renforcement du pouvoir d'achat des groupes les plus vulnérables. L'approvisionnement est du ressort du secteur privé et pourra, en cas de défaillance, être suppléé par des interventions du commissariat à la Sécurité Alimentaire. L'accessibilité sera améliorée à travers les programmes d'insertion économique développés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les ventes alimentaires à prix social et la construction de routes afin d'abaisser les coûts du transport.

Objectifs prioritaires du Cslr, l'accès aux services sociaux de base sera renforcé par le développement d'infrastructures de proximité et la qualité des prestations dans des zones défavorisées et en faveur des populations pauvres. Il concerne l'éducation et la santé, mais aussi l'eau potable, l'assainissement, l'habitat et l'électrification rurale.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

L'AMÉLIORATION DES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET  
DE GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA  
CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

La stratégie consiste à consolider le dispositif d'information et d'alerte dans ses diverses composantes (l'observatoire de la sécurité alimentaire pour le suivi de la situation alimentaire et des marchés ; le service des statistiques agricoles et l'office national des statistiques) et à améliorer sa coordination pour accroître l'efficacité et éviter les chevauchements.

L'atténuation des crises alimentaires sera améliorée (i) au niveau national, par la disponibilité d'un stock de sécurité physique et financier, le renforcement du dispositif d'action humanitaire (plans de secours d'urgence) et la création de mécanismes permettant de combler le déficit chronique de la production, et (ii) au niveau décentralisé, par la mise en place de dispositifs communautaires et villageois sous forme de banques villageoises et de banques de céréales dans les zones de production.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS ET  
LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un premier volet de cet objectif sera poursuivi par la capitalisation des expériences, le renforcement des capacités humaines et une réflexion sur les dispositifs institutionnels et la gouvernance de la sécurité alimentaire. L'accent sera porté sur l'amélioration des processus de coopération entre tous les acteurs, décideurs publics, responsables d'organisations socioprofessionnelles et représentants de la société civile qui nécessite des adaptations institutionnelles, mais aussi des actions d'animation et de formation.

Un second volet sera mis en œuvre par l'amélioration de l'environnement socio-économique auquel concourent les politiques transversales concernant le foncier, le financement des investissements privés, la recherche-formation-vulgarisation, le genre, l'environnement et, les dépenses publiques ainsi que l'aide.

